www.coe.int/cybercrime

Strasbourg, version du 13 octobre 2026 T-CY (2026)13

Comité de la Convention sur la cybercriminalité (T-CY)

T-CY 35

Rapport sur la 35e session plénière du Comité de la Convention sur la cybercriminalité

Strasbourg, les 12 et 13 octobre 2026

35e session plénière du T-CY

Strasbourg, France, 12 et 13 octobre 2026

1. Introduction

La 35e session plénière du Comité T-CY, qui s'est tenue à Strasbourg les 12 et 13 octobre 2026, était présidée par Pedro Verdelho (Portugal) et a été ouverte par Matthias Kloth (chef du département de la gouvernance numérique et du sport).

Quelques 261 représentants de 74 Parties et de 12 États observateurs, ainsi que de 5 organisations internationales et d'un comité du Conseil de l'Europe, ont participé à cette réunion, soit en présentiel (217) soit en ligne (44).

2. Décisions

Le T-CY a décidé :

Point 1 – Ouverture de la 35e session plénière et adoption de l'ordre du jour

- D'adopter l'ordre du jour de la 35e session plénière du Comité de la Convention sur la cybercriminalité.

Point 2 – Élections du Bureau

- De remercier le président sortant, Pedro Verdelho (Portugal), ainsi que les autres membres du Bureau pour leur contribution aux travaux du T-CY ;

- d'élire Judith Herrnfeld (Autriche) à la présidence et Anne-Marie LeBel (Canada) à la vice-présidence du T-CY ;

- Élire comme membres du Bureau :

- Denisa Asko, Albanie
- Sêvi Rodolphe Adjaïgbe, Bénin
- Fernanda Teixeira Souza Domingos, Brésil
- Tupou'tuah Baravilala, Fidji
- Angela Attachie, Ghana
- Louisa Becker, États-Unis
- Pedro Verdelho, Portugal (membre de iure)

Point 3 – État des signatures, ratifications et adhésions à la Convention sur la cybercriminalité et à ses protocoles

- Prendre note du fait que l'année 2026 marquera le 25e anniversaire de la Convention sur la cybercriminalité (STE n° 185) et de l'intérêt constant manifesté par les États du monde entier pour adhérer à la Convention et à ses protocoles sur la xénophobie et le racisme (STE n° 189) et sur les preuves électroniques (CETS n° 224), comme en témoignent les récentes signatures, ratifications et adhésions, qui démontrent leur pertinence durable et leur portée mondiale.

- De se féliciter de la récente adhésion des Seychelles à la Convention sur la cybercriminalité, le 17 septembre 2026.

- Se féliciter des interventions des Seychelles et du Kazakhstan, ainsi que des nouveaux observateurs du T-CY, le CARICOM IMPACS et le Système régional de sécurité, et saluer leur engagement à lutter contre la cybercriminalité et à contribuer aux travaux du T-CY.

- Encourager les Parties à la Convention sur la cybercriminalité à adhérer au premier Protocole additionnel sur la xénophobie et le racisme (ETS 189).

- Encourager toutes les Parties à la Convention sur la cybercriminalité à signer, mettre en œuvre et ratifier le Deuxième Protocole additionnel dès que possible afin que ses outils soient mis à la disposition des praticiens.

- Prendre note que des projets de renforcement des capacités continuent d'être disponibles pour soutenir la mise en œuvre du cadre de la Convention de Budapest, y compris le Deuxième Protocole additionnel.

- Se féliciter des informations fournies par la République dominicaine concernant les procédures internes en cours en vue de la ratification du Deuxième Protocole additionnel, qu'elle prévoit d'achever prochainement.

- Se féliciter des informations fournies par la République de Moldavie concernant l'adoption, en août 2026, de sa loi nationale relative à la ratification du Deuxième Protocole additionnel et le dépôt prochain de son instrument de ratification.

Point 4 – Ressources financières du T-CY

- Rappeler que le T-CY dépend de contributions volontaires pour financer ses activités, notamment ses sessions plénières et les autres activités prévues dans son plan de travail, le budget ordinaire du Conseil de l'Europe ne suffisant pas à lui seul à cette fin.

- Prendre note du fait que le financement actuel du projet Octopus, qui soutient le fonctionnement et les activités du T-CY, prendra fin début 2027.

- De souligner l'importance d'un financement adéquat, durable et prévisible pour le fonctionnement du T-CY et la mise en œuvre de la Convention sur la cybercriminalité et de ses protocoles.

- De remercier le Japon et Monaco pour leurs récentes contributions volontaires au projet Octopus.

- Encourager vivement les Parties et les observateurs du T-CY à apporter des contributions volontaires au projet Octopus, conformément à la décision prise par le T-CY en 2013 et comme le prévoit l'article 12.1 du règlement intérieur du T-CY, afin de permettre le fonctionnement du T-CY.

- De noter qu'en l'absence de financement supplémentaire, l'assemblée plénière du T-CY ne se réunira qu'une seule fois en présentiel en 2027.

- Demander aux Parties de répondre par écrit à la lettre adressée par le président du T-CY et la secrétaire exécutive du T-CY en juin 2026, dès que possible et au plus tard le 1er décembre 2026

Point 5 – 25e anniversaire de la Convention de Budapest : répondre aux défis actuels et émergents

- Célébrer le 25e anniversaire de l'ouverture à la signature de la Convention sur la cybercriminalité et réaffirmer la pertinence durable du cadre de la Convention de Budapest dans la lutte contre la cybercriminalité et en matière de preuves électroniques.

- Accueillir favorablement les informations fournies par l'Argentine, l'Arménie, l'Australie, l'Azerbaïdjan, le Brésil, le Canada, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, la Tchéquie, la République dominicaine, l'Équateur, le Ghana, le Guatemala, le Kazakhstan, le Kenya,

Kiribati, le Malawi, la Moldavie, le Monténégro, le Paraguay, le Pérou, les Seychelles, l'Espagne, les Tonga, l'Ukraine et les États-Unis.

- De souligner l'importance de veiller à ce que le cadre de la Convention de Budapest continue de répondre efficacement aux défis juridiques, politiques et technologiques actuels et émergents.

- Encourager les Parties à partager leurs connaissances techniques et leurs ressources utiles avec le Secrétariat en vue de leur diffusion ultérieure.

- Reconnaître l'utilité des notes d'orientation, des études cartographiques, des rapports d'évaluation, des modèles types et des échanges d'expériences pratiques pour aider les Parties à mettre en œuvre et à appliquer la Convention et ses protocoles.

- Encourager le renforcement continu des capacités et le partage d'outils pratiques et d'expertise, notamment par le biais du réseau 24/7, afin de soutenir une coopération rapide en matière de cybercriminalité et de preuves électroniques.

Point 6 – Groupe de travail T-CY sur l'intelligence artificielle

- Remercier le président et les membres du groupe de travail, le secrétariat du T-CY, le C-PROC et les autres contributeurs pour leur travail dans la préparation de l'étude.

- Adopter l'étude cartographique sur la cybercriminalité, les preuves électroniques et l'intelligence artificielle, document T-CY(2025)1.

Point 7 – Cinquième cycle d'évaluations T-CY

- Souligner que l'article 15 est une disposition fondamentale de la Convention, exigeant que la mise en place, la mise en œuvre et l'application de ses pouvoirs et procédures soient soumises à des conditions et garanties prévues par le droit national qui protègent les droits humains et les libertés, y compris les droits découlant des instruments internationaux applicables en matière de droits humains.

- Décider que la cinquième série d'évaluations T-CY portera sur l'article 15 de la Convention sur la cybercriminalité relatif aux « conditions et garanties ».

- Prendre note du fait qu'une évaluation de la mise en œuvre de l'article 15 offrirait aux Parties l'occasion d'échanger des informations et des expériences sur les conditions et garanties applicables aux pouvoirs et procédures prévus par la Convention.

- D'inviter le Bureau à élaborer un projet de questionnaire entre novembre 2026 et mai 2027, en vue de son examen et de son adoption par le T-CY lors de sa 36e session plénière en juin 2027.

Point 8 – Procédure d'adhésion prévue à l'article 37 de la Convention de Budapest

- Adopter le document sur le rôle du Comité de la Convention sur la cybercriminalité en ce qui concerne la procédure d'adhésion prévue à l'article 37 de la Convention sur la cybercriminalité, y compris la procédure structurée qui y est définie (document T-CY(2026)12), et, après examen du document par le Comité des Ministres, appliquer cette procédure à chaque demande émanant d'un État sollicitant une invitation à adhérer à la Convention conformément à l'article 37.

- De demander au Secrétariat du T-CY de soumettre le document T-CY(2026)12 au Comité des Ministres, par l'intermédiaire de son Groupe de rapporteurs sur la coopération juridique (GR-J), pour examen.

- De demander au Secrétariat, sous réserve du résultat de l'examen du document T-CY(2026)12 par le Comité des Ministres, de préparer des amendements au Règlement intérieur du T-CY et de les soumettre au T-CY pour examen et adoption par procédure écrite.

- D'inviter le Bureau à élaborer un projet de questionnaire type d'adhésion en vue de son examen et de son adoption lors de la 36e session plénière en juin 2027.

Point 9 – Quatrième cycle d'évaluations du T-CY

- Prendre note de la mise à jour fournie par le Bureau concernant le suivi donné par les Parties aux recommandations du rapport d'évaluation au titre de l'article 19.

- Remercier les Parties qui ont répondu au questionnaire sur le suivi du rapport d'évaluation au titre de l'article 19.

- Encourager les Parties qui ne l'ont pas encore fait à fournir des réponses exhaustives et à continuer de rendre compte des mesures prises pour mettre en œuvre les recommandations, dès que possible et au plus tard le 30 novembre 2026.

- Inviter le Bureau et le Secrétariat du T-CY à préparer un projet de rapport de suivi et à le transmettre aux Parties d'ici début mai 2027 afin qu'elles puissent formuler des observations et l'examiner en vue de son adoption par la 36e session plénière du T-CY en juin 2027.

Point 10 – Processus des traités des Nations unies

- Se féliciter de l'échange de vues entre les Parties sur l'évolution des travaux du Comité ad hoc des Nations unies, ainsi que sur la promotion de la cohérence entre la Convention des Nations unies contre la cybercriminalité et la Convention de Budapest.

- Prendre note des informations fournies par le Secrétariat du T-CY concernant sa collaboration avec l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime.

- Souligner l'importance d'une mise en œuvre cohérente des instruments internationaux pertinents, notamment en ce qui concerne les conditions et les garanties, les droits humains, l'État de droit et les libertés fondamentales.

- Encourager les Parties et les observateurs à continuer d'explorer la complémentarité entre le cadre de la Convention de Budapest et la Convention des Nations unies contre la cybercriminalité.

- Reconnaître le rôle des organisations intergouvernementales et des autres parties prenantes dans les travaux futurs liés au traité des Nations unies.

Point 11 – Mise en œuvre du Deuxième Protocole relatif au renforcement de la coopération et de la divulgation de preuves électroniques

- Se féliciter des progrès accomplis par les Parties en vue de la signature et de la ratification du Deuxième Protocole additionnel, ainsi que de sa mise en œuvre et de sa mise en pratique.

- Encourager les Parties à poursuivre leurs efforts en vue de la signature, de la ratification et de la mise en œuvre du Deuxième Protocole additionnel, afin que ses outils soient mis à la disposition des praticiens, et saluer les activités de renforcement des capacités menées par le C-PROC à l'appui de ces efforts.

- Prendre note des informations fournies par le secrétariat du T-CY concernant une nouvelle proposition de projet Octopus+ relative à la vérification des ordonnances, des demandes et des échanges de données.

- Se féliciter des documents d'orientation destinés à aider à compléter les modèles de demandes et d'ordonnances prévus aux articles 6 à 9 du Deuxième Protocole additionnel à la Convention sur la cybercriminalité, élaborés, conjointement avec les modèles, dans le cadre du projet commun CyberSPEX du Conseil de l'Europe et de l'Union européenne.

- De remercier le projet CyberSPEX pour les documents qu'il a élaborés et de reconnaître leur utilité pour les travaux futurs du T-CY et des Parties dans la mise en œuvre du Deuxième Protocole additionnel.

Point 12 – Centres de cyber-escroquerie

- Prendre note des liens identifiés par les Parties entre les centres de cyber-escroquerie et la criminalité organisée, la traite des êtres humains, le blanchiment d'argent, les actifs virtuels et les preuves électroniques transfrontalières.

- Créer un groupe de travail T-CY sur les centres de cyber-escroquerie, conformément à l'article 1.1.j du règlement intérieur du T-CY.

- Demander au groupe de travail d'identifier les autorités, les secteurs, les organisations internationales et les acteurs du secteur privé concernés, et d'examiner comment la coopération avec ces derniers pourrait aider les Parties à prévenir, enquêter et poursuivre les infractions liées aux centres de cyber-escroquerie, notamment par le biais d'échanges d'expériences, de conseils et de renforcement des capacités aux niveaux du T-CY et du C-PROC.

- De demander au groupe de travail d'identifier les initiatives internationales et régionales existantes portant sur les centres de cyber-escroquerie et d'examiner les possibilités de coopération lorsque celles-ci seraient de nature à soutenir son mandat.

- Inviter le groupe de travail à présenter ses conclusions intermédiaires à la 36e session plénière.

- Inviter l'Australie à présider le groupe de travail. Inviter les autres Parties intéressées à communiquer par e-mail au secrétariat du T-CY, d'ici fin octobre 2026, les noms de leurs experts en vue de leur nomination.

- Accueillir favorablement les contributions écrites et les études de cas émanant des Parties et des observateurs, y compris ceux qui ne participent pas au groupe de travail.

- De demander au Secrétariat d'informer les organes compétents du Conseil de l'Europe de la création du groupe de travail.

- Prévoir que le groupe de travail puisse tenir des auditions publiques, inviter des experts et consulter les parties prenantes concernées, y compris les organes du Conseil de l'Europe, le cas échéant.

- Prévoir que les réunions de travail du groupe de travail se tiendront en ligne.

Point 13 – Renforcement des capacités

- Prendre note de la mise à jour fournie sur les activités du Bureau du programme sur la cybercriminalité du Conseil de l'Europe (C-PROC), en Roumanie.

- Reconnaître la contribution du C-PROC au soutien à la mise en œuvre de la Convention sur la cybercriminalité et de ses protocoles, ainsi qu'au renforcement des capacités de la justice pénale en matière de cybercriminalité et de preuves électroniques.

- Se féliciter de la poursuite de la coopération étroite entre le T-CY et le C-PROC en faveur d'une approche stratégique et cohérente du renforcement des capacités.

- Encourager le C-PROC à continuer de développer de nouvelles initiatives de renforcement des capacités et d'identifier de nouveaux domaines d'intervention.

- Encourager les Parties, les observateurs et les partenaires à continuer de soutenir les activités de renforcement des capacités à l'échelle mondiale.

Point 14 – Les actifs virtuels et la pertinence de la Convention sur la cybercriminalité et de son Deuxième Protocole

- Se féliciter des propositions présentées par le Bureau concernant d'éventuelles mesures de suivi relatives aux actifs virtuels et aux prestataires de services d'actifs virtuels.

- Reconnaître la pertinence persistante de la Convention sur la cybercriminalité et de son Deuxième Protocole additionnel pour lutter contre les infractions pénales impliquant des actifs virtuels et pour faciliter la coopération avec les prestataires de services d'actifs virtuels (VASP).

- Décider de mener des activités de suivi complémentaires, notamment la collecte d'exemples concrets, un échange thématique avec les prestataires de services d'actifs virtuels (VASP) et des activités de renforcement des capacités.

- Inviter le Secrétariat du T-CY et le C-PROC à élaborer et à diffuser un modèle destiné à la collecte d'exemples concrets d'application du cadre de la Convention de Budapest dans des affaires liées aux actifs virtuels et aux prestataires de services d'actifs virtuels (VASP), et à aider le Bureau du T-CY à analyser ces exemples en vue de travaux ultérieurs sur ce sujet.

- Inviter le Bureau à présenter un point sur l'avancement des travaux lors de la prochaine session plénière du T-CY.

Point 15 – Cyberviolence

- Prendre note du point sur l'état d'avancement fourni par le Secrétariat concernant le développement de la ressource sur la cyberviolence et d'un agent d'IA.

- Inviter le Secrétariat du T-CY à poursuivre la mise à jour de la ressource sur la cyberviolence et le développement d'un agent d'IA, et à faire rapport lors de la prochaine session plénière du T-CY.

- Inviter les membres du T-CY à tester l'agent d'IA lors de la prochaine conférence Octopus.

Point 16 – Réunions avec les parties prenantes

- Organiser un échange thématique sur les centres de lutte contre la cyberfraude avec les prestataires de services d'actifs virtuels, les prestataires de services d'IA et d'autres parties prenantes concernées le 2 juin 2027, avant la 36e session plénière du T-CY, et inviter le Secrétariat et le C-PROC à préparer cette réunion.

- Remercier le projet CyberSPEX pour son soutien dans l'organisation des trois consultations avec la société civile, le secteur privé et les prestataires de services concernant la mise en œuvre du Deuxième Protocole additionnel.

Point 17 – Questions diverses

Point 18 – Date de la 36e session plénière du T-CY

Prendre note et reconfirmer les dates de la 36e séance plénière du T-CY, qui se tiendra à Strasbourg les 3 et 4 juin 2027, précédée d'une réunion avec les parties prenantes le 2 juin 2027.

Annexes

Annexe 1 : Ordre du jour

Agenda / Ordre du jour

(Please note that agenda items marked with * are for decision by the members representing contracting Parties to the Convention)

(Veuillez noter que les points de l'ordre du jour marqués d'un * doivent faire l'objet d'une décision par les membres représentant les Parties contractantes à la Convention)

Day 1 / Jour 1[1] 9h30	1. Opening of the 35th Plenary and adoption of the agenda	*1. Ouverture de la 35ème session plénière et adoption de l'ordre du jour*
9h45-10h15	2. T-CY Bureau elections* T-CY members are invited to elect the chair, vice-chair and members of the Bureau in line with Article 6 of the Rules of Procedure, and "in accordance with an equitable distribution of posts, taking into account in particular, geographical distribution, gender balance and legal systems." In order to facilitate elections, Parties wishing to express an interest or require clarifications are encouraged to contact the Secretariat by 28 September 2026. (See also the results of the T-CY Elections 2025 et 2024)	*2. Élection du Bureau** *Les membres du T-CY sont invités à élire le/la Présidente, le/la Vice-Président/e et les membres du Bureau conformément à l'article 6 du Règlement intérieur et « conformément à une répartition équitable des postes, compte tenu en particulier de la répartition géographique, de la parité femmes-hommes et des systèmes juridiques ».* *Afin de faciliter les élections, les Parties souhaitant manifester leur intérêt ou demander des éclaircissements sont encouragées à contacter le secrétariat avant le 28 septembre 2026.* *Voir aussi les résultats des Élections 2025 et 2024 (anglais uniquement)*
10h15-10h30	3. State of signatures, ratifications and accessions to the Budapest Convention and its Protocols and of participation in the T-CY Information provided by the Secretariat.	*3. État des signatures, ratifications et adhésions à la Convention de Budapest et à ses protocoles et de la participation au T-CY* *Informations fournies par le Secrétariat.*
10h30-11h00	4. Financial resourcing of the T-CY (Action 5.1 of the T-CY workplan) Information provided by the Secretariat.	*4. Ressources financières du T-CY (Action 5.1 du programme de travail du T-CY)* *Informations fournies par le Secrétariat.*
11h15-13h00 (Break/ pause	5. 25th anniversary of the Budapest Convention: responding to current and emerging challenges (Action 4.3 of the T-CY workplan)	*5. 25ème anniversaire de la Convention de Budapest : répondre aux défis actuels et émergents (Action 4.3 du programme de travail du T-CY)*

[1] Indicative time / heure indicative

11h00-11h15) (lunch break/ pause déjeuner 13h00 – 14h30	Marking the 25th anniversary of the opening for signature of the Convention on Cybercrime, this item provides an opportunity for T-CY members and observers to look ahead and consider how the Budapest Convention framework can continue to respond effectively to current and emerging challenges relating to cybercrime and electronic evidence. Consistent with Action 4.3 of the T-CY Workplan 2026–2027, this discussion will contribute to the identification of significant legal, policy and technological developments, good practices and other challenges related to cybercrime and electronic evidence. Building on the Convention's achievements and the co-operation framework developed over the past 25 years, participants are invited to address the following guiding questions: - Looking ahead, how can the Budapest Convention framework continue to respond effectively to current and emerging challenges relating to cybercrime and electronic evidence, including, for example, post-quantum computing, fostering and consistent application of human rights safeguards, increasing technical demands on criminal justice authorities, the responsible selection and deployment of technical tools used to exercise powers and procedures under the Convention, and the need for effective international co-operation? - What types of T-CY outputs and working methods — such as guidance notes, assessment reports, mapping studies, practical tools, exchanges of experience or capacity-building support — could best assist Parties in addressing these challenges? T-CY members and observers are invited to submit written contributions prior to the Plenary on recent developments relevant to the Convention and its Protocols, including legislation, case law, ratification and implementation, while focusing their oral interventions on the 25th anniversary theme, as set out above. The written contributions will be made available via the T-CY Plenaries website.	*À l'occasion du 25ème anniversaire de l'ouverture à la signature de la Convention sur la cybercriminalité, ce point offre aux membres et observateurs du T-CY l'occasion de se tourner vers l'avenir et d'examiner comment le cadre de la Convention de Budapest peut continuer à répondre efficacement aux défis actuels et émergents liés à la cybercriminalité et aux preuves électroniques.* *Conformément à l'Action 4.3 du programme de travail du T-CY 2026–2027, cette discussion contribuera à l'identification des évolutions juridiques, politiques et technologiques significatives, des bonnes pratiques et d'autres défis liés à la cybercriminalité et aux preuves électroniques. S'appuyant sur les réalisations de la Convention et sur le cadre de coopération développé au cours des 25 dernières années, les participants sont invités à répondre aux questions directrices suivantes :* - Dans une perspective d'avenir, comment le cadre de la Convention de Budapest peut-il continuer à répondre efficacement aux défis actuels et émergents liés à la cybercriminalité et aux preuves électroniques, notamment, par exemple, l'informatique post-quantique, la et favoriser une application cohérente des garanties en matière de droits humains, les exigences techniques croissantes auxquelles sont confrontées les autorités de justice pénale, la sélection et le déploiement responsables d'outils techniques utilisés pour exercer les pouvoirs et procédures prévus par la Convention, ainsi que la nécessité d'une coopération internationale efficace ? - Quels types de productions et de méthodes de travail du T-CY — tels que les notes d'orientation, les rapports d'évaluation, les études cartographiques, les outils pratiques, les échanges d'expériences ou le soutien au renforcement des capacités — pourraient le mieux aider les Parties à relever ces défis ? *Les membres et observateurs du T-CY sont invités à soumettre, avant la Plénière, des*

		contributions écrites sur les développements récents pertinents concernant la Convention et ses Protocoles, notamment en matière de législation, de jurisprudence, de ratification et de mise en œuvre, tout en axant leurs interventions orales sur le thème du 25ème anniversaire, comme indiqué ci-dessus. Les contributions écrites seront mises à disposition sur le site web des sessions plénières du T-CY.
14h30-15h30	6. T-CY Working Group on Artificial Intelligence* (Action 4.1 of the T-CY workplan) The Working Group will present its draft mapping study on cybercrime, electronic evidence and artificial intelligence, including options and recommendations for further action by the T-CY (document T-CY(2025)1). T-CY members are invited to consider this study with a view to its adoption.	*6. Groupe de travail du T-CY sur l'intelligence artificielle* (Action 4.1 du programme de travail du T-CY)* *Le groupe de travail présentera son projet d'étude cartographique sur la cybercriminalité, les preuves électroniques et l'intelligence artificielle, y compris les options et recommandations pour la suite des travaux du T-CY (document T-CY(2025)1).* *Les membres du T-CY sont invités à examiner cette étude en vue de son adoption.*
15h30-16h30 (Break/ pause 16h00-16h15)	7. Fifth round of T-CY assessments* (Action 2.2 of the T-CY workplan) T-CY members are invited to decide on the provision or provisions to be assessed in the fifth round of T-CY assessments. The Bureau proposes that the fifth round of assessments focus on Article 15 of the Budapest Convention on "conditions and safeguards". This topic is of interest for a number of reasons: - Article 15 is a core provision of the Convention, requiring that the establishment, implementation and application of the powers and procedures provided for in the Convention are subject to conditions and safeguards. - Article 15 is essential to ensuring that criminal justice measures on cybercrime and electronic evidence are applied in a manner that protects human rights and liberties, including rights arising pursuant to obligations undertaken under applicable	*7. Cinquième cycle d'évaluations du T-CY* (Action 2.2 du plan de travail du T-CY)* *Les membres du T-CY sont invités à décider de la ou des dispositions à évaluer dans le cadre du cinquième cycle d'évaluations du T-CY.* *Le Bureau propose que le cinquième cycle d'évaluations porte sur l'article 15 de la Convention de Budapest relatif aux « conditions et sauvegardes ».* *Ce thème présente un intérêt pour plusieurs raisons :* - *L'article 15 est une disposition essentielle de la Convention, qui exige que l'établissement, la mise en œuvre et l'application des pouvoirs et procédures prévus par la Convention soient soumis à des conditions et sauvegardes.* - *L'article 15 est essentiel pour garantir que les mesures de justice pénale relatives à la cybercriminalité et aux preuves électroniques soient appliquées d'une manière qui protège les droits humains et les libertés, y compris les droits découlant des*

	international human rights instruments. - An assessment of Article 15 would provide an opportunity for Parties to exchange information and experience on domestic legal frameworks, oversight mechanisms, procedural safeguards and remedies applicable to powers and procedures under the Convention. - Such an assessment could support Parties in reviewing and, where necessary, strengthening domestic legislation and practice. Should T-CY 35 agree on this topic for the fifth round of assessments, it may invite the Bureau to prepare a draft self-assessment questionnaire and to present it to the T-CY 36 in June 2027.	*obligations contractées au titre des instruments internationaux applicables en matière de droits humains.* - *Une évaluation de l'article 15 offrirait aux Parties l'occasion d'échanger des informations et des expériences sur les cadres juridiques internes, les mécanismes de contrôle, les garanties procédurales et les voies de recours applicables aux pouvoirs et procédures prévus par la Convention.* - *Une telle évaluation pourrait aider les Parties à examiner et, le cas échéant, à renforcer leur législation et leur pratique internes.* *Si le T-CY 35 convient de ce thème pour le cinquième cycle d'évaluations, il pourrait inviter le Bureau à préparer un projet de questionnaire d'autoévaluation et à le présenter au T-CY 36 en juin 2027.*
16h30-17h30	8. Accession procedure under Article 37 of the Budapest Convention* (Action 3.2 of the T-CY workplan) T-CY members are invited to consider, with a view to adoption, the document prepared by the Bureau concerning the accession procedure under Article 37 of the Budapest Convention, including the role of the T-CY and related procedural aspects (document T-CY(2026)12). Subject to adoption, T-CY members are invited to instruct the Secretariat to submit the document to the Committee of Ministers for consideration.	*8. Procédure d'adhésion au titre de l'article 37 de la Convention de Budapest* (Action 3.2 du plan de travail du T-CY)* *Les membres du T-CY sont invités à examiner, en vue de son adoption, le document préparé par le Bureau concernant la procédure d'adhésion au titre de l'article 37 de la Convention de Budapest, y compris le rôle du T-CY et les aspects procéduraux correspondant* (document T-CY(2026)12). *Sous réserve de son adoption, les membres du T-CY sont invités à charger le Secrétariat de soumettre le document au Comité des Ministres pour examen.*
17h30-18h00	9. T-CY assessments (Action 2.2 of the T-CY workplan) T-CY members are invited to consider an update by the Bureau on the status of the follow up given by Parties to Recommendations of the Article 19 Assessment report.	*9. Évaluations du T-CY (Action 2.2 du programme de travail du T-CY)* *Les membres du T-CY sont invités à examiner une mise à jour présentée par le Bureau concernant l'état d'avancement du suivi donné par les Parties aux recommandations figurant dans le rapport d'évaluation au titre de l'article 19.*
Day 2 / jour 2	10. UN treaty process (Action 4.6 of the T-CY workplan)	*10. Processus de traité des Nations Unies (Action 4.6 du programme de travail du T-CY)*

9h30-9h45	The T-CY Secretariat will provide updates on developments regarding the joint work with the UNODC and the current work of the UN Ad hoc committee to elaborate an international convention on countering the use of ICTs for criminal purposes (AHC).	*Le Secrétariat du T-CY fournira des informations actualisées sur les développements concernant les travaux conjoints avec l'ONUDC ainsi que sur les travaux en cours du Comité ad hoc des Nations unies chargé d'élaborer une convention internationale générale sur la lutte contre l'utilisation des technologies de l'information et des communications à des fins criminelles (AHC).*
9h45-11h00 (Break / pause 11h00-11h15)	11. Operationalisation of the Second Protocol on enhanced cooperation and disclosure of electronic evidence (Action 1.1 of the T-CY workplan) T-CY Members are invited to provide updates on the state of signature, ratification and operationalisation of the Second Protocol. T-CY Members may report on key obstacles to signature, ratification and implementation, including legal, procedural, institutional and policy-related challenges, and to identify the support needed to address them. The T-CY Secretariat will provide update on a new project proposal on verification and its potential relevance for supporting States in the ratification and implementation of the Second Protocol and other relevant activities.	*11. Opérationnalisation du Deuxième Protocole sur le renforcement de la coopération et de la divulgation des preuves électroniques (Action 1.1 du programme de travail du T-CY)* *Les membres du T-CY sont invités à fournir des informations actualisées sur l'état de la signature, de la ratification et de l'opérationnalisation du Deuxième Protocole.* *Les membres du T-CY peuvent faire état des principaux obstacles à la signature, à la ratification et à la mise en œuvre, notamment des défis juridiques, procéduraux, institutionnels et liés aux politiques publiques, ainsi qu'indiquer le soutien nécessaire pour y répondre.* *Le Secrétariat du T-CY fournira des informations actualisées sur une nouvelle proposition de projet relative à la vérification et sur sa pertinence éventuelle pour aider les États dans la ratification et la mise en œuvre du Deuxième Protocole, ainsi que dans d'autres activités pertinentes.*
11h15-12h30	12. Cyber scam centres* (Action 4.3 of the T-CY workplan) T-CY members are invited to hold an initial exchange of views on the issue of cyber scam centres and related forms of organised cyber-enabled crime, including their relevance for the implementation of the Budapest Convention and its Protocols and consider possible next steps. This discussion will provide an opportunity to identify key legal, operational and cooperation challenges, as well as possible areas for further work by the T-CY.	*12. Les centres d'escroquerie en ligne* (Action 4.3 du programme de travail du T-CY)* *Les membres du T-CY sont invités à tenir un premier échange de vues sur la question des centres d'escroquerie en ligne et des formes connexes de criminalité organisée facilitée par les technologies numériques, y compris leur pertinence pour la mise en œuvre de la Convention de Budapest et de ses Protocoles et à envisager les prochaines étapes possibles.* *Cette discussion offrira l'occasion d'identifier les principaux défis juridiques, opérationnels et de coopération, ainsi que les domaines dans*

	T-CY members may wish to address the following guiding questions: - What trends and challenges are Parties observing in relation to cyber scam centres, including links with organised crime, trafficking in human beings, money laundering, virtual assets and cross-border electronic evidence? - How are existing tools under the Budapest Convention and its Protocols, as well as other applicable international frameworks, being used to investigate, prosecute and cooperate internationally in cases involving cyber scam centres? - What further action, guidance, exchange of experience or cooperation, including with other international organisations and relevant actors, may be useful at T-CY level to support Parties in addressing this phenomenon?	*lesquels le T-CY pourrait poursuivre ses travaux.* *Les membres du T-CY pourront souhaiter aborder les questions directrices suivantes :* - *Quelles tendances et quels défis les Parties observent-elles en ce qui concerne les centres d'escroquerie en ligne, notamment les liens avec la criminalité organisée, la traite des êtres humains, le blanchiment de capitaux, les actifs virtuels et les preuves électroniques transfrontières ?* - *Comment les outils existants prévus par la Convention de Budapest et ses Protocoles, ainsi que par d'autres cadres internationaux applicables, sont-ils utilisés pour enquêter, poursuivre et coopérer au niveau international dans les affaires impliquant des centres d'escroquerie en ligne ?* - *Quelles actions supplémentaires, orientations, échanges d'expériences ou formes de coopération pourraient être utiles au niveau du T-CY pour aider les Parties à faire face à ce phénomène ?*
12h30-13h00 (lunch break/ pause déjeuner 13h00 – 14h30	13. Capacity building (Action 2.5 of the T-CY workplan) T-CY members and observers will be provided with an update on activities of the Cybercrime Programme Office of the Council of Europe (C-PROC) in Romania.	*13. Renforcement des capacités (Action 2.5 du programme de travail du T-CY)* *Les membres et les Observateurs du T-CY recevront des informations à jour sur les activités du Bureau du Programme sur la cybercriminalité du Conseil de l'Europe (C-PROC) en Roumanie.*
14h30-15h00	14. Virtual assets and the relevance of the Convention on Cybercrime and its Second Protocol* (Action 4.2 of the T-CY workplan) At its 34th Plenary, the T-CY adopted the mapping study on virtual assets and the relevance of the Convention on Cybercrime and its Second Protocol (document T-CY(2026)2) and invited the Bureau to consider possible follow-up actions in light of the findings and recommendations of the study.	*14. Les biens virtuels et la pertinence de la Convention sur la cybercriminalité et de son Deuxième Protocole* (Action 4.2 du programme de travail du T-CY)* *À sa 34ème Plénière, le T-CY a adopté l'étude cartographique sur les actifs virtuels et la pertinence de la Convention sur la cybercriminalité et de son Deuxième Protocole (document T-CY(2026)2), et a invité le Bureau à envisager d'éventuelles actions de suivi à la lumière des conclusions et recommandations de l'étude.*

	The Bureau will present proposals for possible follow-up action. T-CY members are invited to consider these proposals and decide on further action by the T-CY.	*Le Bureau présentera des propositions concernant d'éventuelles actions de suivi. Les membres du T-CY sont invités à examiner ces propositions et à décider des suites à donner par le T-CY.*
15h00-15h30 Break/ pause 15h30-15h45)	15. Cyberviolence (Action 4.3 of the T-CY workplan) The Secretariat will provide an update on the development of the cyberviolence resource. T-CY members are invited to exchange views on possible next steps and on ways to further address the topic of cyberviolence within the framework of the Budapest Convention and its Protocols and the work of the T-CY.	*15. Cyberviolence (Action 4.3 du programme de travail du T-CY)* *Le Secrétariat fournira une mise à jour sur l'élaboration de la ressource sur la cyberviolence. Les membres du T-CY sont invités à échanger des vues sur les prochaines étapes possibles et sur les moyens de continuer à traiter la question de la cyberviolence dans le cadre de la Convention de Budapest et de ses Protocoles, ainsi que des travaux du T-CY.*
15h45-16h00	16. Meetings with stakeholders* (Action 4.5 of the T-CY workplan) T-CY members are invited to consider organising a meeting with civil society, the private sector and other relevant stakeholders to exchange views and share information on 2 June 2027. T-CY members are invited to provide guidance on possible themes, format and stakeholder participation for this meeting.	*16. Réunions avec les parties prenantes* (Action 4.5 du programme de travail du T-CY)* *Les membres du T-CY sont invités à envisager l'organisation d'une réunion avec la société civile, le secteur privé et d'autres parties prenantes concernées afin de procéder à un échange de points de vue et de partager des informations le 2 juin 2027.* *Les membres du T-CY sont invités à fournir des orientations sur les thèmes, le format et la participation des parties prenantes possibles pour cette réunion.*
16h00-16h15	17. Any other business	*17. Questions diverses*
16h15-16h30	18. Date of the 36th T-CY Plenary* T-CY members are invited to take note of and reconfirm the dates of the 36th T-CY Plenary to be held on 3-4 June 2027 in Strasbourg, preceded by a meeting with stakeholders on 2 June 2027.	*18. Date de la 36ème session plénière du T-CY* *Les membres du T-CY sont invités à prendre note et à reconfirmer la tenue de la 36ème session plénière du T-CY les 3 et 4 juin 2027 à Strasbourg, précédée d'une réunion avec les parties prenantes le 2 juin 2027.*
16h30-17h00	19. Conclusions	*19. Conclusions*

Annexe 2: Liste de participants

LIST OF ONLINE AND IN PERSON PARTICIPANTS

Cybercrime Convention Committee (T-CY)
35th T-CY Plenary meeting

Palais de l'Europe, Strasbourg, France, and online (Kudo)

12-13 October 206

T-CY BUREAU

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
1.	PORTUGAL	Pedro VERDELHO	T-CY Chair, Prosecutor, Director of the Cybercrime Office, Prosecutor General's Office
2.	CANADA	Anne-Marie LE BEL	T-CY Vice Chair, Senior-counsel, Organized crime, technology and investigative Powers team, Criminal Law Policy Section, Department of Justice
3.	AUSTRIA	Judith HERRNFELD	Public Prosecutor, Ministry of Justice
4.	BENIN	Sêvi Rodolphe ADJAÏGBE	Head of Cyberdiplomacy Partnership and Legal Affairs, National Center of Digital Investigations
5.	BRAZIL	Fernanda TEXEIRA SOUZA DOMINGOS	Federal Senior Prosecutor, Coordinator of the Advisory Group and Special Task Force to Combat Cybercrime, Federal Prosecution Service
6.	FIJI	Tupou'tuah BARAVILALA	Director-General of Digital Government Transformation, Cybersecurity and Communications, Ministry of Communications
7.	GEORGIA	Givi BAGDAVADZE	Head of the International Affairs Unit, Office of the Attorney General
8.	SWEDEN	Alexander FASSIHI	Deputy Director, Ministry of Justice

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
9.	UNITED STATES OF AMERICA	Representative	-

T-CY MEMBERS

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
10.	ALBANIA	Denisa ASKO	Prosecutor, Prosecution Office of Tirana
11.	ALBANIA	Diana STILLO SILA	Head of International Treaties and Judicial Cooperation Unit, Ministry of Justice
12.	ANDORRA	Josep RUA GARCIA	24/7 Point of contact Andorra, Cos de Policia d'Andorra
13.	ARGENTINA	Representative	-
14.	ARGENTINA	Mariela BONDAR	Director, Argentine Central Authority - International Legal Assistance
15.	ARGENTINA	Emiliano Pedro MENDEZ ORTIZ	Undersecretary For Criminal Justice Policy, Ministry of Justice
16.	ARGENTINA	Gisele Pamela PAOLETTI	Expert, Ministerio de Justicia de la Nación
17.	ARMENIA	Astghik BALDRYAN	Head of AI and Cybersecurity Division, Department of International Security, MFA

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
18.	ARMENIA	Arsen ELOYAN	Head of the 3rd Division of the Cybercrime Department, Ministry of Internal Affairs
19.	ARMENIA	Narek GRIGORYAN	Criminal Police Officer of the Department for Combating Cybercrime of the Police, Ministry of Internal Affairs
20.	ARMENIA	Anna KHACHATRYAN	Diplomat, Ministry of Foreign Affairs
21.	ARMENIA	Milena MANUKYAN	Prosecutor, Prosecutor General's office of the Republic of Armenia
22.	ARMENIA	Anna SIMONYAN	Investigator, Investigative Committee of the Republic of Armenia
23.	AUSTRALIA	Farah JADEER	Acting Assistant Director, Department of Home Affairs
24.	AUSTRALIA	Yasmin NAQVI	Director, Transnational Crime Section, Australian Department of Foreign Affairs and Trade
25.	AUSTRALIA	Nathan WHITEMAN	Director, Cyber & Tech Multilateral Engagement Section, Department of Foreign Affairs and Trade
26.	AZERBAIJAN	Rauf ABDULHASANOV	-

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
27.	AZERBAIJAN	Teymur GARAYEV	Senior Assistant to the Prosecutor General for Special Assignments, Prosecutor General's Office
28.	AZERBAIJAN	Representative	-
29.	AZERBAIJAN	Teymur KARIMOV	Lead Legal Advisor in the Division for Extradition and Transfer of Sentenced Persons of the Department General for International Cooperation, Ministry of Justice
30.	AZERBAIJAN	Laman MAMMADLI	Cybersecurity specialist, State Security Service
31.	AZERBAIJAN	Jeyhun MAMMADOV	-
32.	AZERBAIJAN	Orkhan MUSTAFAZADE	Cybercrime Investigator, State Security Service
33.	BENIN	Auberic Dorian KPATINDE	Manager Team Investigation Numériques, Centre National d'Investigation Numériques
34.	BENIN	Kponoudoukpo SOKOU SOYONON	Directeur de la Lutte contre la Cybercriminalité, Centre National d'Investigation Numérique
35.	BOSNIA AND HERZEGOVINA	Mladen MRKAJA	Head of ICT Sector, Ministry of Security

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
36.	BOSNIA AND HERZEGOVINA	Mirela RIKOVIC-KOLDZO	Expert Advisor, Ministry of Justice of
37.	BRAZIL	Representative	-
38.	BRAZIL	Representative	-
39.	BRAZIL	Pedro FONTOURA SIMÕES PIRES	Deputy Head - Cyber Defense and Security Division, Ministry of Foreign Affairs
40.	BRAZIL	Marcus Vinicius GOMES DE MATOS BEZERRA	Public Servant, Agência Nacional de Proteção de Dados - ANPD
41.	BRAZIL	Representative	-
42.	BRAZIL	Representative	-
43.	BRAZIL	Otavio MARGONARI RUSSO	Director of Cybercrime - Federal Police
44.	BRAZIL	Clayton MARTINS PEREIRA	Head of the Forensic Analysis Division, National Data Protection Agency - ANPD

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
45.	BRAZIL	Marcio TAMASHIRO	Federal public servant on assignment, ANPD
46.	BRAZIL	Rudyero TRENTO ALVES	Adviser, Ministry of Justice and Public Security
47.	BRAZIL	Representative	-
48.	BRAZIL	Hugo VIEIRA	Technical Support Officer (Public Servant), Brazilian National Data Protection Authority (ANPD)
49.	CABO VERDE	Ângela RODRIGUES	Judge, National Commission of Glacy-e
50.	CABO VERDE	Representative	Director, Ministry of Justice
51.	CAMEROON	JEAN YVES MEYO	Chef Service des Audits de Sécurité des Systèmes d'Information, Ministère des Postes Télécommunications
52.	CAMEROUN	Celestin-Roger TSADJIA	Diplomate Juriste, Ministère des Relations Extérieures
53.	CANADA	Erin ESTEY	Senior Project Manager, Global Affairs Canada

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
54.	CANADA	Representative	-
55.	CANADA	Jessica JAHN	Cybercrime Coordinator, Global Affairs Canada
56.	CHILE	Pablo CASTRO	Cybersecurity Coordinator, Ministry of Foreign Affairs
57.	CHILE	Giovanna Elisa HERRERA ANDREUCCI	Head of the Economic Crimes Unit, Public Prosecutor’s Office
58.	CHILE	Monserrat RAMIREZ	Advisor International Cooperation, Public Prosecutor Office
59.	COLOMBIA	Gueryn HERNANDEZ ESPITIA	Cybercrime Specialized Prosecutor, Attorney General's Office
60.	COLOMBIA	Monica Andrea PEÑA ARAUJO	Ministry of Foreign Affairs
61.	COSTA RICA	Juan Carlos CUBILLO MIRANDA	Deputy General Prosecutor, Public Ministry.
62.	COSTA RICA	Miguel Angel RAMÍREZ LÓPEZ	Deputy Prosecutor, National Supervisor on Cybercrime, Attorney General's Office

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
63.	CÔTE D'IVOIRE	Richard Anet ANGBONON	Juge d'instruction, Pôle Pénal Économique et Financier
64.	CROATIA	Ivan GLAVIC	Deputy State Attorney General, The State Attorney's Office
65.	CZECHIA	Gabriela BLÁHOVÁ	Director of the International Department for Criminal Matters, Ministry of Justice
66.	DOMINICAN REPUBLIC	Armando DIAZ	Head of the Cybercrime Investigation Division, National Directorate of Investigations
67.	DOMINICAN REPUBLIC	Carlos Luis LEONARDO GARCIA	Executive Director, National Cybersecurity Center
68.	DOMINICAN REPUBLIC	César MOLINÉ RODRÍGUEZ	Director of Cybersecurity, Institute of Telecommunications
69.	DOMINICAN REPUBLIC	Claudio PEGUERO	Ambassador for Cyber Affair, Ministry of Foreign Affairs
70.	ECUADOR	Efraín BAUS PALACIOS	Under Secretary for Multilateral Affairs, National Coordinator, Ministry for Foreign Affairs
71.	ECUADOR	Cristina CAMACHO	Director of Human Rights and Peace Affairs, Ministry of Foreign Affairs and Human Mobility

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
72.	ESTONIA	Markko KUNNAPU	Adviser, Ministry of Justice and Digital Affairs
73.	FIJI	Moira KONROTE	Prosecutor, The Office of the Director of Public Prosecutions
74.	FIJI	Nancy TIKOISUVA	Acting Director of Public Prosecution's, The Office of the Director of Public Prosecutions
75.	FINLAND	Jalo VATJUS-ANTTILA	Senior Specialist, Ministry of Justice, Finland
76.	FRANCE	Clotilde COIRIER	Head of the Ministry of Justice's Cybercrime-unit, Ministry of Justice
77.	FRANCE	Representative	-
78.	GERMANY	Janina KIENLE	Expert, Federal Ministry of Justice and Consumer Protection
79.	GHANA	Comfort AGYEMANG-DUAH	Legal, Cyber Security Authority
80.	GHANA	Faustina Maner ANGMOR	Lead, Communications, Cyber Security Authority

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
81.	GHANA	Ewura-Adjoa N. ANING	Officer - International Cooperation, Cyber Security Authority
82.	GHANA	Angela ATTACHIE	Judge, Judicial Service Ghana
83.	GHANA	Representative	-
84.	GHANA	Zakia Wesoamo BUKARI	Officer of the International Cooperation Unit, Cyber Security Authority, Ghana
85.	GHANA	AKOSUA CHRISTOPHER	Justice of the High Court, Judicial Service
86.	GHANA	Kwame Boamah DAKO	-
87.	GHANA	Alexander OPPONG	Director, Capacity Building & Awareness Creation, Cyber Security Authority (CSA)
88.	GHANA	Adelaide Ekua Mrenfoa OTOO	Lead, International Cooperation, Cyber Security Authority
89.	GREECE	Nikolaos GEORGIOU	Police Major - Cybercrime Investigator, Hellenic Police / Cyber Crime Directorate

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
90.	GREECE	Georgios GERMANOS	Police Major - Cybercrime Investigator, Hellenic Police / Cyber Crime Directorate
91.	GRENADA	Francisca NOEL	Head of Digital Forensics, Royal Grenada Police Force
92.	HUNGARY	Blanka KORSÓS	International Expert, Ministry of Interior
93.	ISRAEL	Lilach RAVID	Deputy Director of the Treaties Department, Ministry of Foreign Affairs
94.	ISRAEL	Shiri ROM	Deputy Head of the Cybercrime Department, State Attorney's Office
95.	ITALY	Francesco CAJANI	High Tech Crime Unit, Court of Law
96.	JAPAN	Kiryu IBARA	Section Chief, Cyber Policy Planning Division, Cyber Affairs Bureau, National Police Agency
97.	JAPAN	Representative	-
98.	JAPAN	Representative	-

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
99.	JAPAN	Kei KOIDE	Attorney, Criminal Affairs Bureau, Ministry of Justice
100.	JAPAN	Hitomi UEHARA	Deputy Director, Treaties Division, International Legal Affairs Bureau, Ministry of Foreign Affairs
101.	KIRIBATI	Representative	Cybersecurity, Ministry of Information, Communications and Transport
102.	KIRIBATI	Representative	-
103.	LATVIA	Representative	-
104.	LATVIA	Representative	-
105.	LIECHTENSTEIN	Representative	-
106.	LITHUANIA	Michail ZAJAC	Head of the 5th Serious and Organised Crime Investigation Board, Criminal Police Bureau
107.	MALTA	Nathaniel GAUCI	Prosecutor (Lawyer), Attorney General's Office

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
108.	MAURITIUS	Rajeshsharma RAMLOLL	Solicitor General, Attorney General's Office
109.	MOLDOVA	Simionov ALEXANDRU	Head of Cyber Diplomacy Service, Ministry of Foreign Affairs
110.	MOLDOVA	Anatolie BUDAN	Head of Section, Center for combating cyber crimes
111.	MOLDOVA	Maxim MOTÎNGA	Prosecutor, Prosecutor's Office for Combating Organised Crime and Special Cases
112.	MOLDOVA	Mihail SLIVINSCHI	Consultant, Normative Acts Drafting Directorate, Ministry of Justice
113.	MOLDOVA	Alexei STRAHOV	Head Of Prevention, Evidence and Monitoring Department, National Center for Personal Data Protection
114.	MONACO	Samy DOUIDER	Chef de section, Direction des Services Judiciaires
115.	MONACO	Brice HANSEMANN	Premier juge chargé de l'instruction, Direction des services judiciaire de la Principauté de MONACO - Tribunal de Première Instance
116.	MONACO	Xavier RAUSCHER	Head of Division, Legal Affairs Directorate, Gouvernement Princier

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
117.	MONACO	Morgan RAYMOND	Deputy Public Prosecutor, GPO
118.	MONTENEGRO	Blagoje GLEDOVIC	Director General for International Cooperation and MLA, Ministry of Justice
119.	MOROCCO	Representative	Head of the National Office for Combating Crime Related to New Technologies, General Directorate of National Security
120.	MOROCCO	Ahmed TAHIRI ALAOUI	Head of cybercrime Unit, Public Prosecution Office
121.	MOROCCO	Representative	-
122.	NETHERLANDS	Representative	Coordinating policy advisor, Ministry of Justice and Security
123.	NIGERIA	Jamila AKAAGA ADE	Head of the Cybercrimes Unit, Federal Ministry of Justice
124.	NIGERIA	Nne IKOIWAK	-
125.	NORTH MACEDONIA	Vladimir MILOSHESKI	Public prosecutor, Higher Public Prosecutor’s Office in Skopje

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
126.	NORTH MACEDONIA	Katerina PANEVA	Public Prosecutor's Counsellor, State Public Prosecutor's Office
127.	NORTH MACEDONIA	Representative	-
128.	NORWAY	Eirik Trønnes HANSEN	Senior adviser, National Criminal Investigation Service
129.	NORWAY	Quyen Thi Thuy NGUYEN	Ministry Advisor, Ministry of Justice and Public Security
130.	PANAMA	IGOR BLANCO	Prosecutor, Public Prosecutor’s Office
131.	PANAMA	Aida CASTRO	Circuit Prosecutor, Public Prosecutor’s Office
132.	PAPUA NEW GUINEA	Steven MATAINAHO	Secretary, Department of ICT
133.	PAPUA NEW GUINEA	Representative	-
134.	PARAGUAY	Federico DELFINO	Prosecutor, Office of the Attorney General, Public Prosecutor’s Office

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
135.	PARAGUAY	LORENZO LEZCANO	Prosecutor, Public Prosecutor’s Office
136.	PARAGUAY	Representative	-
137.	PERU	Christian ANGULO	Third Secretary - Official in the Directorate of Multilateral Organizations and Policy, Ministry of Foreign Affairs
138.	PERU	Aurora CASTILLO FUERMAN	Coordinadora Nacional de las Fiscalías Especializadas en Ciberdelincuencia, Ministerio Público
139.	PERU	Tommy TATAJE	First Secretary - Deputy Director for United Nations and Global Affairs, Ministry of Foreign Affairs
140.	PHILIPPINES	Aris MANGUERA	Director and Senior Prosecutor, Department of Justice Office of Cybercrime
141.	PHILIPPINES	Cecilyn VILLAVERT	Presiding Judge, Regional Trial Court of Quezon City, Branch 89, Supreme Court of the Philippines
142.	POLAND	Tomasz IWANOWSKI	Deputy Director of Department of Cybercrime/prosecutor, National Prosecutor's Office
143.	ROMANIA	Magdalena IONESCU	Directorate for International Law and Judicial Cooperation, Ministry of Justice

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
144.	SÃO TOMÉ AND PRÍNCIPE	Frederique DABREU	Judge at Supreme Court of Justice, Supreme Court of Justice
145.	SÃO TOMÉ AND PRÍNCIPE	Ridelgil TAVARES	Deputy Public Prosecutor, Public Prosecutor's Office
146.	SENEGAL	Malick DIA	Deputy Director of Criminal Affairs (Ministry of Justice), DACG (Ministry of Justice)
147.	SERBIA	Branko STAMENKOVIC	Public Prosecutor, Head of the MLA and Cybercrime Department, Supreme Public Prosecution Office
148.	SEYCHELLES	Jemmy BOUZIN	Deputy Commissioner of Specialised Services, Seychelles Police
149.	SEYCHELLES	Benjamin CHOPPY	Head of Government Department, Department Of ICT (DICT)
150.	SEYCHELLES	Beryl PAYET	Director General, Digital Transformation, Department of Information Communications Technology
151.	SIERRA LEONE	Musa JALLOH	National Communications Authority
152.	SIERRA LEONE	Mariama Saijay YORMAH	National Cybersecurity Coordinator, National Cybersecurity Coordination Centre

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
153.	SLOVAKIA	Ladislav HAMRAN	Prosecutor, General Prosecution Service
154.	SLOVAKIA	Katarína ŽGRADOVÁ	State Advisor, Ministry of Justice
155.	SLOVENIA	Representative	-
156.	SPAIN	Maria Luisa GARCÍA IGLESIAS	Prosecutor/advisor, Ministry of Presidency, Justice and Relations to the Parliament
157.	SPAIN	Representative	-
158.	SPAIN	José Luis PEREZ MANZANO	-
159.	SPAIN	María Elvira TEJADA DE LA FUENTE	Senior Public Prosecutor, National Coordination Unit against Cybercrime, Attorney General's Office
160.	SRI LANKA	Sampath ABAYAKOON	Judge of the Supreme Court, Supreme Court
161.	SRI LANKA	Jayantha FERNANDO	Director & Chair Legal Committee, Data Protection Authority

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
162.	SRI LANKA	Hiranya PERERA	Senior Assistant Secretary (Legal), Attorney-at-Law, Ministry of Justice & National Integration of Sri Lanka
163.	SRI LANKA	Parinda RANASINGHE	Attorney General, Attorney Generals Department
164.	SWITZERLAND	Michèle STRITT	Legal Adviser, Federal Office of Justice
165.	TONGA	'Aisea FISI'IAHI	Assistant Crown Prosecutor, Attorney General's Office
166.	TONGA	Selosia SATINI	Police Officer, Tonga Police
167.	TONGA	‘Esau LM TUPOU	Director, CERT Tonga
168.	TRINIDAD AND TOBAGO	Tamara DOOKRAN	Senior Parliamentary Counsel - Legal Research, Policy Development, Legislative Drafting, Law Reform Commission of Trinidad and Tobago, Office of the Attorney General
169.	TRINIDAD AND TOBAGO	Sachindra ROOPNARINE	Legal Research, Policy development, Legislative Drafting, Law Reform Commission of Trinidad and Tobago, Office of the Attorney General
170.	TUNISIA	Representative	-

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
171.	TUNISIA	Faten JABBARI	head of international cooperation department, ministry of interior
172.	TUNISIA	Representative	-
173.	TÜRKIYE	Mehmet Salih AZ	Rapporteur Judge, Ministry of Justice
174.	TÜRKIYE	Muhammed Revaha ÖZTÜRK	7/24 National PoC, Turkish National Police
175.	UKRAINE	Olha BUDKO	Deputy Head of the Cyber Diplomacy Division, Ministry of Foreign Affairs
176.	UKRAINE	Representative	-
177.	UKRAINE	Yurii SHAPOSHNIKOV	-
178.	UNITED KINGDOM	Leona HULSHOF-WHYTE	First Secretary UN
179.	UNITED KINGDOM	Representative	-

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
180.	UNITED STATES OF AMERICA	Louisa BECKER	Trial Attorney and Representative to the Cybercrime Committee, Department of Justice
181.	UNITED STATES OF AMERICA	Sheri SHEPHERD-PRATT	Senior Counsel, Department of Justice
182.	VANUATU	Shirley Roesley LANGON	Prosecutor, The Office of the Public Prosecutor
183.	VANUATU	Marie TAIKI	Prosecutor, Office of the Public Prosecutor

OBSERVER COUNTRIES

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
184.	ANTIGUA AND BARBUDA	J'Moul FRANCIS	Legal Officer/ Secondary Focal Point, Ministry of Foreign Affairs, Trade, and Immigration
185.	ANTIGUA AND BARBUDA	Gordina MURRELL	Director of Cyber Security, Ministry of Information Communication Technologies, Utilities and Energy
186.	GUATEMALA	Guillermo Arturo FONG VELÁSQUEZ	Director of Legal Affairs, Ministry of the Interior
187.	GUATEMALA	Luis Ernesto SANDOVAL VALDÉS	Director of the National Intelligence Center, Secretariat for Strategic Intelligence of the State
188.	IRELAND	Karen FRIEL	Criminal Justice Policy, Department of Justice, Home Affairs and Migration
189.	IRELAND	Representative	Criminal Policy Function, Department of Justice, Home Affairs & Migration
190.	KAZAKHSTAN	Azamat AYAP	Consul General, Consulate General of the Republic of Kazakhstan in Strasbourg
191.	KAZAKHSTAN	Azamat KALIASKAROV	Cybercrime, National Security Committee

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
192.	KAZAKHSTAN	Aidar SAITBEKOV	Vice-Minister of Internal Affairs, Ministry of Internal Affairs
193.	KAZAKHSTAN	Zhandos SUIINBAY	Head of the Department for Combatting Cybercrime, Ministry of Internal Affairs
194.	KAZAKHSTAN	Alinur TULEMBAYEV	Counsellor, Consulate General of the Republic of Kazakhstan in Strasbourg
195.	KENYA	James KIMUYU	Director, National Computer and Cybercrimes Coordination Commitee
196.	KENYA	CAVIN OKOTH	Cyber Security Analyst, National Computers and Cybercrime Coordination Committee
197.	KOREA	SeungJin CHOI	International Cooperation, Capacity building regarding Cybercrime matters, Cybercrime division, Prosecution Office
198.	KOREA	Dulyoun HA	Assistant, Korean Prosecution Service
199.	KOREA	Yubin SO	Second Secretary, Ministry of Foreign Affairs, Republic of Korea
200.	KOREA	Jaepyo LEE	Director, Serious Crimes Investigation Agency (SCIA)

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
201.	KOREA	Ingi LEE	Senior Investigator, Serious Crimes Investigation Agency (SCIA)
202.	KOREA	Representative	-
203.	KOREA	Yangin YOO	Section Chief, Korean National Police Agency (KNPA), Cybercrime Investigation Division
204.	KOREA	Jeeyeon SO	Senior Inspector, Korean National Police Agency (KNPA), Cybercrime Investigation Division
205.	KOREA	Hwayeon OH	Assistant Inspector, Korean National Police Agency (KNPA), Cybercrime Investigation Division
206.	MALAWI	Representative	-
207.	MALAWI	Representative	-
208.	MALAYSIA	Representative	-
209.	MALAYSIA	Representative	-

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
210.	MALAYSIA	Representative	-
211.	MEXICO	Representative	-
212.	MEXICO	Maria Eleazar CASTRO ALVAREZ	Investigating Officer for Online Child Sexual Abuse Crimes, SSPC
213.	MEXICO	Representative	-
214.	MEXICO	Julio César ESCOBEDO FLORES	Chargé d'affaires a.i., Permanent Representation of Mexico to the Council of Europe
215.	MEXICO	Paul Hazel ROLDAN HERNANDEZ	Analyst, SHCP - UIF
216.	MEXICO	Representative	-
217.	MEXICO	Alonso SOTO	Analyst, Secretaria de Hacienda y Crédito Público - UIF México
218.	MOZAMBIQUE	Lourino CHEMANE	Chairman of the Board, National Institute of Information and Communication Technology (INTIC)

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
219.	MOZAMBIQUE	Constantino SOTOMANE	Executive administrator, INTIC - National Institute of ICT
220.	TRINIDAD AND TOBAGO	Tamara DOOKRAN	Senior Parliamentary Counsel - Legal Research, Policy Development, Legislative Drafting, Law Reform Commission of Trinidad and Tobago, Office of the Attorney General
221.	TRINIDAD AND TOBAGO	Sachindra ROOPNARINE	Legal Research, Policy development, Legislative Drafting, Law Reform Commission of Trinidad and Tobago, Office of the Attorney General
222.	URUGUAY	Marcos DOTTA	Director of the Bureau of International Law Affairs, Ministry of Foreign Affairs

CONSULTANTS

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
223.	ARGENTINA	Marcos SALT	T-CY Consultant
224.	UNITED STATES OF AMERICA	Consultant	T-CY Consultant

OBSERVER ORGANISATIONS

No.	ORGANISATION	Name and SURNAME	Position and Institution
225.	CARICOM IMPACS	Nadine BUSHELL	Assistant Director, Projects, Caricom Implementation Agency for Crime and Security
226.	CARICOM IMPACS	Dale JOSEPH	Chief Analyst - Cyber, CARICOM IMPACS
227.	EUROPEAN COMMISSION	Michele SOCCO	Policy Officer, European Commission
228.	EUROJUST	Wenke ROGGEN	Deputy National Member - Acting Chair Cyberteam, Eurojust
229.	EUROJUST	Mieke DE VLAMINCK	Head of sector Cybercrime and Digital Investigations, Eurojust
230.	EUROJUST	Raluca RACASAN	Judicial Cooperation Officer, Eurojust
231.	EUROJUST	Lina AKSU	Judicial Cooperation Officer, Eurojust/ SIRIUS Project
232.	EUROPOL	Patrick BALDES	Senior Agent, Europol

No.	ORGANISATION	Name and SURNAME	Position and Institution
233.	INTERPOL	Representative	-
234.	INTERPOL	Representative	-
235.	RSS	Floyd THEODORE	Financial Investigations Adviser, Regional Security System - RSS
236.	RSS	Kerry WATERMAN	Director - Policing and Risk Management, Regional Security System - RSS
237.	UNODC	Glen PRICHARD	Chief - Cybercrime and Technology Section, UNODC

COUNCIL OF EUROPE COMMITTEES

No.	Committee	Name and SURNAME	Position and Institution
238.	Committee of Experts on the Operation of European Conventions on Co-operation in Criminal Matters (PC-OC)	Representative	-

COUNCIL OF EUROPE SECRETARIAT

No.	Name and SURNAME	Position and Institution
239.	Matthias KLOTH	Head of Department, Digital Governance and Sport
240.	Aisling KELLY	T-CY Executive Secretary, Head of Division, Cybercrime Division
241.	Jan KRALIK	T- CY Programme Manager, Cybercrime Division
242.	Océane TIMONER	T-CY Programme Assistant, Cybercrime Division
243.	Giorgi JOKHADZE	Project Manager, CyberEast+ Project, Cybercrime Division
244.	Tatiana BASTRIGHIN	Project Officer, CyberEast+ Project, Cybercrime Division, C-PROC Bucharest
245.	Diana COJOCARU	Project Assistant, CyberEast+ Project, Cybercrime Division, C-PROC Bucharest
246.	Iryba LABA	Project Manager, CyberUA + Project, Cybercrime Division

No.	Name and SURNAME	Position and Institution
247.	Anastasiia KRAVETS	Project Assistant, CyberUA Project, Cybercrime Division
248.	Catalina STROE	Project Manager, GLACY-e Project, Cybercrime Division, C-PROC Bucharest
249.	Cristiana MITEA	Senior Project Officer, GLACY -e Project, Cybercrime Division, C-PROC Bucharest
250.	Adrian BRATU	Project Assistant, GLACY -e Project, Cybercrime Division, C-PROC Bucharest
251.	Razvan-Daniel OLTEAN	Project Assistant, GLACY -e Project, Cybercrime Division, C-PROC Bucharest
252.	Elvira SIDOROV	Project Assistant, GLACY -e Project, Cybercrime Division, C-PROC Bucharest
253.	Daniel CUCIURIANU	Project Manager, CyberSEE Project, Cybercrime Division, C-PROC Bucharest
254.	Cristian MEDELEAN	Senior Project Officer, CyberSEE Project, Cybercrime Division, C-PROC Bucharest
255.	Renea BULA	Project Assistant, CyberKOP Project, Cybercrime Division

No.	Name and SURNAME	Position and Institution
256.	Arte HALIMI	Project Assistant, CyberKOP Project, Cybercrime Division
257.	Ana ELEFTERESCU	Project Manager, CyberSouth+ Project, Cybercrime Division, C-PROC Bucharest
258.	Irina DREXLER	Senior Project Officer, CyberSouth+ Project, Cybercrime Division, C-PROC Bucharest
259.	Valentina BALCAN	Project Assistant, CyberSouth+ Project, Cybercrime Division, C-PROC Bucharest
260.	Jutta DINCA	Project Manager, CyberSPEX Project, Cybercrime Division, C-PROC Bucharest
261.	Mara MARIN	Senior Project Officer, CyberSPEX Project, Cybercrime Division

INTERPRETERS

Sarah ADLINGTON
Sylvie BOUX
Birgit CHRISTENSEN
Hans MUEHLE
Michael HILL
Célie RIGAUDIERE